

Le « Petit livre rouge » et le Patriot Act

François Lapèlerie

Bibliothèque de l'université de la Méditerranée – Aix-Marseille II
lapelerie@voltaire.timone.univ-mrs.fr

Le samedi 17 décembre 2005, le quotidien *The New Bedford Standard Times* (Mass., États-Unis), publie sous le titre accrocheur « Agents' visit chills UMass Dartmouth senior¹ », un article qui va stupéfier les États-Unis.

Acte 1

Aaron Nicodemus, le journaliste politique du *Standard Times* raconte l'histoire telle qu'elle lui a été rapportée par deux professeurs de science politique de l'université du Massachusetts à Dartmouth, Robert Pontbriand et Brian Glyn Williams. Un étudiant doit rendre un « *research paper* » sur le communisme à Robert Pontbriand, qui assure un cours sur le fascisme et le totalitarisme. Devant s'appuyer sur des documents originaux, l'étudiant, dont le nom ne sera pas révélé, demande une traduction, authentique et non abrégée, faite à

Pékin, du « Petit livre rouge » de feu le président Mao au service du prêt entre bibliothèques. Car, semble-t-il, la bibliothèque de UMass Dartmouth s'est fait voler ce précieux document. Sa demande de prêt comporte son nom, son adresse, et ses numéros de téléphone et de sécurité sociale.

Peu après, toujours selon les deux professeurs, deux agents du Department of Homeland Security (DHS) lui rendent visite au domicile de ses parents. Le DHS est le super ministère de l'Intérieur américain créé par le président Bush après le « 11 Septembre » et doté de pouvoirs exceptionnels pour lutter contre le terrorisme. Les deux agents lui apprennent que le « Petit livre rouge » est sur une « *watch list* », liste de documents dont les lecteurs doivent être surveillés, ce qui justifie leur enquête. D'où le pro-

1. Aaron Nicodemus, « Agents' visit chills UMass Dartmouth senior », *The Standard Times*, 17 décembre 2005, p. A9. <http://www.southcoasttoday.com/daily/12-05/12-17-05/a09lo650.htm>

François Lapèlerie, chargé de la section Luminy (sciences et STAPS) à la bibliothèque de l'université de la Méditerranée – Aix-Marseille II, est conservateur, titulaire d'une maîtrise de lettres classiques et de diplômes d'épigraphie latine et d'arabe classique. Il a publié de très nombreux articles dans les principales revues professionnelles.

fesseur Pontbriand conclut qu'« *apparemment le DHS surveille le prêt entre bibliothèques, puisque c'est ce qui a déclenché la visite* ».

Aaron Nicodemus précise qu'il n'a pas personnellement rencontré l'étudiant, mais s'est contenté de la parole de ces deux professeurs qui ont toujours été des sources fiables. Et c'est d'ailleurs à l'occasion d'une interview sur les écoutes illégales faites par les autorités fédérales que le professeur Pontbriand en est venu à parler de cette malheureuse mésaventure arrivée à son étudiant. En effet, un rapport venait de révéler que le président Bush avait autorisé l'espionnage simultané des communications de 500 personnes. Pontbriand précise que les deux agents qui avaient rendu visite à l'étudiant avec le « Petit livre rouge » étaient repartis sans le lui donner, et qu'il pensait que les conversations qu'il a fréquemment avec des correspondants en Tchétchénie, en Afghanistan et dans d'autres lieux « chauds » devaient être elles aussi espionnées. Et il conclut : « *Je frémis en pensant à tous les étudiants à qui j'ai demandé de surveiller les sites d'Al-Qaeda, qu'est-ce que le gouvernement doit en penser? Mao Tse-Tung est totalement inoffensif.* »

Acte 2

À peine paru, l'article déchaîne les passions. Articles de presse, informations radiodiffusées ou télévisées, blogs, e-mails... Y participent les pour, les contre, les sceptiques, les passionnés, les raisonneurs, les libéraux, les conservateurs, les bushistes, les antibushistes...

Une tendance très forte. Pour les convaincus de la véracité des faits : quel scandale ! Où va la démocratie américaine ? Encouragés, il faut le redire, par la révélation récente faite par le *New York Times* du programme officiel d'espionnage des citoyens américains, organisé et approuvé, de façon stupéfiante, par le président des États-Unis. Les professionnels des bibliothèques ne sont pas les derniers à s'indigner, souvent de façon virulente². Edward M. Kennedy, sénateur du Massachusetts, dans un long article du *Boston Globe* en date du 22 décembre, attaque violemment le président Bush dont la politique systématique d'espionnage de ses concitoyens viole la constitution américaine. En fin d'article, il cite le cas du « Petit livre rouge » et conclut pathétiquement : « *Pensez à l'effet glaçant sur la liberté d'expression et la liberté de la recherche quand des agents d'un gouvernement se présentent à votre domicile – après que vous avez demandé un livre à votre bibliothèque. Incroyable, nous sommes désormais à une époque où lire un livre controversé peut être la preuve d'un lien avec des terroristes*³. »

Les sceptiques sont nombreux, cependant. Pour eux, cette histoire semble invraisemblable, malgré tout ce que l'on peut penser des buts et des méthodes de la police. Les arguments vont du technique au politique en passant par le bon sens. En voici quelques exemples. Techniquement, des bibliothécaires font simplement remarquer que le service du prêt entre bibliothèques (Peb) de la bibliothèque de UMass ne demande jamais le numéro de sécurité sociale, ce qui contreviendrait aux propres règles de confidentialité de l'université ; à preuve, le bulletin de demande

de Peb en ligne ne demande pas ce numéro⁴. De plus, on ne comprend pas pourquoi ces deux agents seraient venus enquêter avec le livre en main et repartis avec...

Autre argument technique : comment espionner les demandes de Peb ? Jean F. MacCormack, chancelière de UMass Dartmouth se pose dubitativement la question. Le bon sens : le « Petit livre rouge » est disponible dans toutes les librairies, même sur Amazon et aussi sur eBay pour 1 \$! Faut-il espionner tout acheteur en plus des emprunteurs ? Mieux, ce document est accessible en texte intégral sur certains sites Internet ! Une « *watch list* » ! Cela semble absurde : combien de lecteurs faudrait-il espionner ? Politiquement : Kirk Whitworth, du DHS, affirme dès le 21 décembre : « *The scenario sounds unlikely* » (le scénario apparaît peu probable). En effet le DHS est une agence chargée de coordonner plusieurs services pour les rendre plus efficaces (CIA, FBI, NSA, Office de l'immigration, etc.) et ne dispose pas d'agents chargés d'enquêter sur le terrain. Pour finir, le meilleur argument : qui aujourd'hui a peur du président Mao, qui ne fait même plus peur aux Chinois ?

Acte 3

Enfin, une semaine plus tard, en pleine polémique, le samedi 24 décembre 2005, Aaron Nicodemus publie un nouvel article dans le même *Standard Times*⁵ : « *Federal agent's visit was a hoax* ». Toute cette histoire n'est donc qu'un canular !

Nicodemus raconte comment, confronté à ses contradictions, à ses parents et au professeur Williams, l'étudiant de 22 ans a avoué, en larmes, qu'il a tout inventé. Mais ce n'est pas sans peine que la vérité a

2. Une recherche sur n'importe quel moteur de recherche donne des centaines de références sur le sujet.

3. Edward M. Kennedy, « On wiretapping, Bush isn't listening to the Constitution », *The Boston Globe*, 22 décembre 2005. <http://www.boston.com/>

4. <http://www.lib.umassd.edu/FORMS/bkloan.cfm>

5. Aaron Nicodemus, « Federal agent's visit was a hoax, Student admits he lied about Mao book », *The Standard Times*, 24 décembre 2005, p. A1. <http://www.southcoasttoday.com/daily/12-05/12-24-05/a01lo719.htm>

éclaté, précise Nicodemus. En effet, le mercredi 21 décembre, l'étudiant répète son histoire devant Williams, Pontbriand et John Hoey, porte-parole de l'université: il ajoute même des détails inédits. Les agents du DHS sont revenus chez ses parents, où ils sont restés deux heures et leur ont demandé de signer un accord de confidentialité pour que l'affaire ne s'ébruite pas. Ce que ses parents ont fait. De plus, ils ont montré la *watch list*, qui était fort longue et ils ont révélé leur nom: l'un aurait dit s'appeler Nicolai Brushaev et l'autre « agent Robert ». Détail supplémentaire, ils étaient habillés « exactement comme les mecs de Men in Black ». Les détails deviennent de plus en plus incroyables, absurdes et ridicules. Au point que, confronté à ses parents qui tombent des nues quand Nicodemus leur parle de la visite des deux agents, l'étudiant est obligé de reconnaître ses mensonges.

Embarras général, des professeurs Williams et Pontbriand, du journaliste Nicodemus, de la rédaction du *Standard Times*. Les professeurs et le journaliste en effet n'ont pas donné le plus parfait exemple de contrôle des sources que l'on est en droit d'attendre de la part d'universitaires ou de journalistes, formés et habitués à vérifier leurs informations et à en pondérer la véracité, surtout devant une histoire abracadabrantique. Les professeurs se défendent mal, surtout le principal responsable, Williams. Étrangement, il dit ne pas regretter d'avoir divulgué cette histoire, qui est « bien finie maintenant », qu'il voulait simplement savoir la vérité, et conclut d'une façon encore plus étonnante: « Je suis content d'informer qu'il est sans danger d'emprunter des livres! » Pontbriand affirme de son côté que ce fut pour lui « une expérience incroyable » et que ce fut « une chose désastreuse pour l'étudiant », sous-entendant que ce ne le fut pas pour lui!

Le *Standard Times* est obligé de publier sous la plume de son éditeur,

Bob Unger, un long article pour tenter de se disculper⁶. Mais il doit bien reconnaître que son journaliste n'a pas eu toute la conscience professionnelle requise.

Quant à l'étudiant, quelles ont été ses motivations? Elles sont encore mystérieuses, selon Nicodemus. Avoir son quart d'heure de célébrité? Il déclare à Nicodemus: « C'était le cirque. Je voyais mon portable et, wow, j'avais quelque 75 messages et 85 appels manqués. Wow, j'étais populaire. » Ce qui est sûr, c'est qu'on peut avoir des doutes, comme certains l'ont dit, sur la santé mentale de cet étudiant et plus largement sur le bien-fondé de sa place à l'université quand on lit un échantillon de son style et de son orthographe à la fin de l'article de Bob Unger.

Plus froidement, dans le *Boston Globe* du 29 décembre 2005, Clyde Barrow, directeur des études de UMass Dartmouth annonce que l'université demande la suspension de l'étudiant et une réprimande des deux professeurs.

Épilogue

Que peut-on en conclure? Cette histoire nous fait assister à la naissance d'une rumeur, ou d'une légende urbaine. Tout le monde connaît ces légendes urbaines qui se propagent plus vite qu'elles naissent; dont certaines disparaissent aussi vite qu'elles se sont propagées; mais dont beaucoup sont très tenaces: elles ne font que se dissimuler pour mieux réapparaître en fonction des circonstances, s'adaptant aux temps et aux lieux. À preuve, à peine née, cette rumeur politico-bibliothéconomique s'est propagée et un épisode identique a été attribué à un professeur de l'université de Californie à Santa

Cruz. En France, on se souvient de la rumeur d'Orléans qui avait été la première légende urbaine à faire l'objet d'une étude sérieuse⁷.

La rumeur, si on utilise le terme préféré des Français, ou la légende urbaine, pour utiliser le terme anglo-saxon, est à l'origine nationale⁸. Elle peut toucher tous les domaines, y compris les plus sérieux, la médecine, par exemple, avec les « vols » d'organes⁹, ou, plus grave, avec des concepts infondés¹⁰. Rapidement, la rumeur devient internationale, grâce aux moyens modernes de diffusion de l'information: presse, télécommunications. Et aujourd'hui elle prolifère et métastase de façon autonome grâce à Internet. Mais elle a toujours besoin d'un terreau dans lequel elle peut prendre racine et se propager: dans le cas présent, c'est le climat sécuritaire qui sévit aux États-Unis et les lois, comme le Patriot Act¹¹, ou les écoutes illégales qui ont rendu plausible cette fable.

On a pu assister ainsi à la naissance, au développement et à la mort (définitive?) d'une rumeur, d'autant plus intéressante qu'elle concerne les bibliothèques et la liberté d'information.

Septembre 2006

7. Edgar Morin, *La rumeur d'Orléans*, Éd. du Seuil, 1969. Sur le sujet, on peut lire, en français, plusieurs livres intéressants. Jean-Noël Kapferer, *Rumeurs: le plus vieux média du monde*, Éd. du Seuil, 1987; Véronique Campion-Vincent, *Des fauves dans nos campagnes: légendes, rumeurs et apparitions*, Imago, 1992; *De source sûre*, Payot, 2002; *Légendes urbaines: rumeurs d'aujourd'hui*, Payot, 2002. En anglais, les livres sont innombrables.

8. En France, par exemple: Steven L. Kaplan, *Le complot de la famine. Histoire d'une rumeur au XVIII^e siècle*, Éd. de l'EHESS, 1995; François Poux, *De bouche à oreille: naissance des rumeurs dans la France du XIX^e siècle*, Aubier, 2003. En Allemagne: Helmut Walsler, *La rumeur de Konitz: une affaire d'antisémitisme dans l'Allemagne de 1900*, Phébus, 2003.

9. Véronique Campion-Vincent, *La légende des vols d'organes* (Belles Lettres, 1997).

10. E. B. Lerner, Ronald M. Moscatti, *The Golden Hour: Scientific Fact or « Urban Legend »?*, Academic emergency medicine, 2001, vol. 8, issue 7, p. 758-760.

11. Voir Philippe Cantie, « USA Patriot Act: une expression durable », *BBF*, 2006, n° 5.

6. Bob Unger, « When a story is too good to be true », *The Standard Times*, 29 décembre 2005, p. A14. <http://www.southcoasttoday.com/daily/12-05/12-30-05/a14op769.htm>